



attac

# Le Courriel d'information

n°366 – Vendredi 27 septembre 2002

## RESISTANCES ET ESPOIRS

### Dans ce numéro

#### 1. La globalisation n'est pas une fatalité (Par Philippe Bach)

Un vote qui comporte des contradictions: le peuple suisse a refusé, hier, la loi sur le marché de l'électricité (LME). Une bonne nouvelle pour les forces de progrès social. Mais il a également blackboulé l'initiative sur l'or et le contre-projet du Conseil fédéral. Cela peut être interprété comme une tendance au repli, en tous les cas pour ce qui est du refus de la Fondation Suisse solidaire.

#### 2. A qui profite le profit ? (Par madmundo TV)

J'aimerais que vous répondiez aux questions que je me pose sur la distribution des revenus, les entreprises, l'emploi. Pourquoi ils licencient ? Pour faire encore plus de profit ? Mais où va tout ce profit ? On sait que le chiffre d'affaires mondial de Ford est énorme. Mais ils ont toujours licencié, robotisé et robotisé encore et ils disent qu'ils ne font pas de profit. Mais, nous, on aimerait savoir ce qu'ils en font du profit. Et puis je voudrais aussi savoir si le Brésil pourra un jour payer sa dette ?

#### 3. En France la réforme fiscale agrandit la fracture sociale (Par CGT-Finances et FDSU)

Après la baisse de 5% décidée en juillet par le gouvernement, le budget 2003 devrait décider d'une nouvelle baisse uniforme de 1% de l'impôt sur le revenu. Certes, cela fait un gain de pouvoir d'achat, en tout cas pour les ménages imposables. Mais à y regarder de plus près, cette mesure profitera surtout à une minorité de ménages à revenus élevés ou très élevés.

#### 4. Septembre : lancement du Porto Alegre belge (Par Arnaud Zacharie)

Ancrage local du Forum social mondial lancé en janvier 2001 à Porto Alegre (Brésil), le Forum social de Belgique naîtra officiellement le 21 septembre prochain, à Bruxelles (à la Vrije Universiteit Brussel, VUB). Cette naissance est le fruit des convergences dégagées en Belgique, dans la foulée du Forum social mondial 2002, par les organisations syndicales, citoyennes, environnementales, les ONG de solidarité Nord-Sud, et une multitude d'associations.

#### 5. Assemblée des migrations durant le FSE (Par Tavolo Migranti dei Social Forum)

La Table Migrants des Forums Sociaux Italiens invite les réseaux européens sur les migrations à une assemblée qui aura lieu au Forum européen de Florence (6 au 10 novembre 2002)

#### 6. Vous avez rendez-vous avec ATTAC

### La globalisation n'est pas une fatalité

Philippe Bach

Un vote qui comporte des contradictions: le peuple suisse a refusé, hier, la loi sur le marché de l'électricité (LME). Une bonne nouvelle pour les forces de progrès social. Mais il a également blackboulé l'initiative sur l'or et le contre-projet du Conseil fédéral. Cela peut être interprété comme une tendance au repli, en tous les cas pour ce qui est du refus de la Fondation Suisse solidaire.

Pour la LME, il semble que deux «non» se soient additionnés. Celui de gauche, qui refusait la logique néolibérale de privatisation d'un bien public au plus grand profit du monde de la finance. Mais aussi – et nul doute que les milieux de l'économie vont avancer cet argument pour

remettre l'ouvrage sur le métier – celui des cantons, qui avaient des plumes à perdre dans l'opération.

C'est notamment le cas du Valais, où le rapport de force politique n'était guère favorable. «Son» conseiller fédéral Pascal Couchepin avait mis tout son poids dans la bataille. Et le conseiller d'Etat en charge du dossier, le socialiste Thomas Burgener, s'était rangé – contre l'avis de sa famille politique – dans le camp de son camarade de parti Moritz Leuenberger, le fervent avocat de cette LME. Pourtant, le peuple n'a pas suivi, sentant le risque que cette libéralisation ferait courir à ses intérêts immédiats.

Ce dualisme du «non» s'est également manifesté dans le canton de Vaud. Le «non» écrasant qui y est sorti des urnes doit bien sûr beaucoup à



attac

l'engagement d'un Daniel Brélaz ou au travail d'un Pierre-Yves Maillard, mais le fait que le Parti radical ait basculé du côté des opposants est à noter.

Ce qui pose la question de la suite de ce rapport de force.

Il est tout d'abord utile de rappeler qu'il ne tombe pas du ciel, mais qu'il s'inscrit dans un travail de fond au sein des partis de gauche et des syndicats. Ni les socialistes ni les Verts n'étaient initialement convaincus que la LME était une loi dangereuse. Du côté des organisations des travailleurs, le SSP-VPOD a joué un rôle pionnier. Bref, il a fallu convaincre à gauche.

Relevons d'ailleurs que ce travail n'a que partiellement porté ses fruits: le WWF a soutenu la loi, tout comme la Fédération romande des consommateurs ou la Banque alternative. Des organisations que l'on a connu mieux inspirées.

Lorsque les partis bourgeois vont s'attaquer aux CFF, à La Poste ou à Swisscom, on peut espérer que la réponse de résistance fusera un peu plus rapidement et qu'il ne sera pas nécessaire d'entreprendre la même démarche. Il semble qu'un certain chemin ait été accompli depuis que les PTT ont été démantelés dans un silence politique assourdissant.

Et un bilan devra être tiré du rôle délétère de certains poids lourds du Parti socialiste comme Rudolf Strahm, Simonetta Sommaruga et Rudolf Rechsteiner. Ceux-ci se sont permis de faire campagne contre leur parti en faveur d'une LME si bien ficelée par leur collègue Moritz Leuenberger, merveilleux oblat de la libéralisation. Difficile pourtant pour eux d'invoquer l'argument d'un cas de conscience profond justifiant leur comportement (à moins d'estimer que leur amour des lois du marché en soit un, ce qui serait inquiétant).

Et c'est de toute manière un désaveu pour le Conseil fédéral, qui s'est moqué des électeurs dans cette histoire, confondant allègrement information et propagande. La brochure envoyée aux citoyens est clairement déséquilibrée (une page pour les référendaires, cinq pour les autorités): le mur du son de la mauvaise foi a été franchi.

Pourtant, le processus de libéralisation effective des biens publics n'est pas bloqué. Il s'agit d'une tendance lourde, mise en œuvre aux niveaux européen et mondial. Mais cela montre que, lorsqu'on pose la question aux électeurs, ils ne

sont pas acquis d'emblée aux bienfaits autoproclamés du libéralisme.

Un appui pour ceux qui luttent sur le plan international contre les méfaits de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et son accord général sur les services, qui vise à mettre en coupe des secteurs essentiels comme l'école ou la santé.

Et un argument pour ceux qui estiment que l'avenir de notre planète passe par un abandon du nucléaire et que celui-ci suppose une politique volontariste (comme le prévoient les initiatives «Sortir du nucléaire»). Il faut bien sûr interdire le courant atomique et ne pas laisser ce choix aux marchés, qui ne connaissent ni l'intérêt général ni le long terme.

Article publié en collaboration avec Le Courrier de Genève [www.lecourrier.ch](http://www.lecourrier.ch)

## A qui profite le profit

Par Madmundo TV

### 1- Présentation

Geraldo de Souza : « J'aimerais que vous répondiez aux questions que je me pose sur la distribution des revenus, les entreprises, l'emploi. Pourquoi ils licencient ? Pour faire encore plus de profit ? Mais où va tout ce profit ? On sait que le chiffre d'affaires mondial de Ford est énorme. Mais ils ont toujours licencié, robotisé et robotisé encore et ils disent qu'ils ne font pas de profit. Mais, nous, on aimerait savoir ce qu'ils en font du profit. Et puis je voudrais aussi savoir si le Brésil pourra un jour payer sa dette ? »

A la demande de Geraldo de Souza, nous avons déjà enquêté il y a trois ans. A l'époque, Geraldo voulait savoir pourquoi il avait été licencié de chez Ford au beau milieu d'une crise financière internationale. L'Asie, la Russie puis l'Amérique Latine : une nouvelle théorie des dominos que personne ne maîtrisait. Nous avions alors réalisé un film avec et pour Geraldo afin d'essayer de comprendre les mécanismes de la globalisation économique.

Le film - Geraldo, la crise et nous - a été diffusé sur ARTE en France mais aussi au Canada, en Finlande, en Australie, aux Etats Unis, en Espagne, à travers le monde sur BBC WORLD, en qualité de premier vrai prototype d'une nouvelle démarche d'enquête intitulée mad mundo. Ce format a été développé par l'agence de presse internationale Article Z ([www.articlez.fr](http://www.articlez.fr)) et Patrice



attac

Barrat en particulier. Parmi les documentaires produits par Article Z se trouvent notamment "Mondialisation : violence ou dialogue", " Qu'avez-vous vu de Sarajevo ?", "Guerre du Golfe : autopsie d'un conflit" ou encore "Ben Barka, l'équation marocaine". Depuis la première enquête, Geraldo a retrouvé son travail. Il a pu figurer parmi les 3 % d'ouvriers réembauchés dans l'usine Ford de São Paulo. Mais, en décembre dernier, Ford annonce 35.000 licenciements à travers le monde. Geraldo souhaite alors comprendre où va l'argent de la mondialisation. Il cherche à savoir s'il a une chance de garder son emploi ou d'en trouver un autre et s'interroge sur la manière de vivre ce type de situation à travers le monde.

De Jean-Jacques Pailler, ouvrier français de chez Peugeot mis en préretraite, à Joseph Stiglitz, Prix Nobel d'Economie 2001 et ancien vice-président de la Banque Mondiale, en passant par des ouvriers de Ford Edison New Jersey, par des syndicalistes français ou américains, des analystes financiers ou encore par Lula, ancien syndicaliste brésilien et candidat à la présidence de la République, nos interlocuteurs s'adressent tous à Geraldo.

Ainsi, on prend conscience du décalage grandissant entre l'univers d'un Geraldo qui croit encore à l'importance de la qualité de la production ainsi qu'à la valeur des hommes, et l'univers des multinationales où la valeur de l'action en Bourse prime. Capitalisme en crise, monde ouvrier malmené : il s'agit aussi d'une remise en question de la globalisation des économies à n'importe quel prix.

## 2- Extrait

Commentaire : A la demande de Geraldo de Souza, nous avons déjà enquêté il y a trois ans. A l'époque Geraldo voulait savoir pourquoi il avait été licencié de chez Ford au Brésil au beau milieu d'une crise financière internationale. Son travail, Geraldo le retrouvera un an plus tard. Mais depuis décembre dernier, Geraldo s'inquiète à nouveau. Ford a annoncé le licenciement de 35.000 employés à travers le monde. Alors Geraldo voudrait comprendre cette globalisation au visage changeant, et surtout il demande : où va l'argent du profit?

Geraldo : J'aimerais que vous répondiez aux questions que je me pose sur la distribution des revenus, les entreprises, l'emploi. Pourquoi ils licencient ? Pour faire encore plus de profit ? Mais où va tout ce profit ? On sait que le chiffre d'affaires mondial de Ford est énorme. Mais ils ont

toujours licencié, robotisé et robotisé encore et ils disent qu'ils ne font pas de profit. Mais, nous, on aimerait savoir ce qu'ils en font du profit.

Entre Geraldo (Brésil) et l'Usine Ford Edison (New Jersey - Etats Unis)

Jon Alpert : Ca c'est une usine située à 80 km d'ici. On a demandé l'autorisation d'y entrer, ils ont dit non. On a demandé à voir des cadres de chez Ford, ils ont encore dit non. Alors on a profité d'un changement d'équipe pour se faufiler dans le parking et parler aux ouvriers.

ST/US worker 1 (Bob Liddy) : Salut, ici Bob Liddy. Je travaille sur la chaîne d'assemblage, et là c'est ma Ford 50. On est dans cette usine depuis 1948 et tout semble indiquer qu'elle va fermer en 2004. Les ouvriers d'ici seront soit à la retraite soit relocalisés, mais les choix existent.

ST/US worker 2 : Ford m'a permis d'aller à l'école, je ne vais pas lui planter un poignard dans le dos. Quand l'usine fermera, je devrais avoir fini mes études et ce sera un nouveau départ, je n'ai que 25 ans, je ne vais pas laisser l'usine gouverner ma vie ou la gâcher.

ST/ US worker 3 : Le boulot que je fais ici ne me rend pas totalement heureux. En rentrant le soir à la maison, je n'éprouve pas vraiment de satisfaction, mais ça paye les factures et ça me permet de continuer.

Jon Alpert : Et toi Geraldo, c'est comme ça que tu te sens le soir en rentrant chez toi ?

Geraldo : Non, non. J'aime ce que je fais.

ST/US worker 3 : Le moral, vu qu'on ne reçoit rien sur les bénéfices, on a fait une croix dessus. Ils disent que nos usines vont fermer, alors les gens ne sont pas prêts à faire les mêmes efforts que quelqu'un qui se sentirait soutenu par son entreprise.

ST/Duncan : Alors, tu comptes faire quoi ?

ST/US worker 3 : Quelque chose de créatif, de la sculpture par exemple. Bâtir quelque chose que je contrôlerais.

ST/Duncan : Geraldo, voudrait se lancer dans la photo, qu'en penses-tu? Ca vaut mieux que de travailler pour Ford ?

ST/US worker 3 : Tout vaut mieux que de travailler pour Ford !



attac

Geraldo : C'est logique, quand un employé sait que son usine va fermer, il ne trouve plus le moindre intérêt à rester, si ce n'est celui de prendre ses affaires et de partir. Mais je crois qu'il faut quand même continuer à se battre, jusqu'à ce que les portes ferment.

ST/Duncan : Geraldo a une question. Vous pourrez lui répondre ou non... Il veut savoir où va l'argent.

ST/US worker 4 : Geraldo, j'en sais rien, je ne sais vraiment pas où va cet argent. Dans la poche de Ford, je suppose.

ST/Duncan : La poche de qui ?

ST/ US worker 4 : Ford ! Argent de Ford, poche de Ford !

Bourse de New York

Jon Alpert : On a un invité spécial pour toi Geraldo aujourd'hui. C'est Kevin Tynan, il travaille chez Argus et il va se présenter.

Kevin Tynan : Et bien Geraldo, ce que moi je fais, c'est suivre la tenue de l'industrie automobile à Wall Street, et j'analyse le cours des actions pour notre société. En d'autres termes, j'étudie les opérations de General Motors, Daimler Chrysler, Ford, leur solidité, pour ensuite évaluer le prix de leurs actions.

Geraldo : Ford gagne beaucoup d'argent ici au Brésil ?

Kevin Tynan : Des profits, non. Ils ont accusé une perte l'an dernier au Brésil, et pour Ford dans son ensemble, je m'attends à une autre baisse en 2002. Peut-être y aura équilibre des comptes, et s'il y a des bénéfices, ils seront faibles. 10 cents maximum par action. Ford traverse une mauvaise passe.

Geraldo : Certaines entreprises là-bas maquillent leurs comptes. Ford aussi, peut-être ?

Kevin Tynan : Maquiller les comptes, vous savez, ce serait préjudiciable pour l'entreprise, et annoncer une perte serait tout aussi préjudiciable. Alors Ford n'a aucun intérêt à se déclarer en perte si elle fait des bénéfices. Tout le monde dans cette entreprise, du haut en bas de l'échelle, en pâtirait : plus de primes, plus rien. Ce qu'il faut retenir de tout ça, c'est la chose suivante : la façon dont Ford voit les choses, et la façon dont nous ici en Amérique nous les voyons, ça se réduit à un résultat financier. C'est comme ça que ça marche,

la société capitaliste. Malheureusement, certains en pâtissent, d'autres en profitent, mais ce que Ford a vraiment en tête c'est son résultat financier et la masse de profit qu'elle peut faire. Et si ça veut dire qu'il faut tout chambouler, alors Ford le fera.

Bourse de Sao Paulo

Luís Espósito : Luís Espósito, je travaille ici à la bourse depuis presque 40 ans. Lorsque la bourse de Tokyo perd 8 ou 10%, la nôtre suit par effet-réflexe et cet ouvrier, celui qui a été licencié, va aussi ressentir la baisse. Mais, en revanche, quand ces multinationales sont venues s'installer ici, elles sont venues aussi à cause de la globalisation. Elles auraient pu monter des usines dans d'autres pays, elles ont choisi le Brésil à cause de la main-d'œuvre, de l'extension territoriale, de la stabilité politique, de la paix qui règne au sein de notre pays et de notre peuple pacifique. Ces usines auraient pu être créées dans d'autre pays, comme ça a été le cas au Mexique ou en Argentine. Et cette globalisation qui a amené des usines ici, va aussi bénéficier à Geraldo.

Geraldo : Ford gagne beaucoup d'argent, vraiment beaucoup d'argent avec tout ça. Tout a été diminué : transport, mutuelle, ticket restaurant, tout, ils ont tout diminué, et ils ont licencié, licencié, et aujourd'hui c'est une usine plus compacte. Chez Volkswagen aussi. Volkswagen a une usine flabant neuve aujourd'hui, plus moderne que Ford. Mais elle compte 15 mille employés. Elle ne les gardera pas longtemps. Bientôt elle va arrêter de produire les modèles les plus anciens et beaucoup de gens vont se retrouver sans travail.

### 3. Invitation à débattre

Vous pouvez utiliser le forum en ligne que vous retrouverez sur : <http://www.madmundo.tv/frameset.php>

Article publié en collaboration avec le site [www.madmundo.tv](http://www.madmundo.tv)

Contact pour cet article et pour le site : [fabien.piasecki@articlez.fr](mailto:fabien.piasecki@articlez.fr)

## En France la réforme fiscale agrandit la fracture sociale

### 1- A QUI PROFITE LA REFORME FISCALE ?

Par les fédérations CGT-Finances et FDSU



attac

La baisse de l'impôt sur le revenu profitera surtout aux contribuables les plus riches

Après la baisse de 5% décidée en juillet par le gouvernement, le budget 2003 devrait décider d'une nouvelle baisse uniforme de 1% de l'impôt sur le revenu. Certes, cela fait un gain de pouvoir d'achat, en tout cas pour les ménages imposables. Mais à y regarder de plus près, cette mesure profitera surtout à une minorité de ménages à revenus élevés ou très élevés. L'impôt sur le revenu étant le seul impôt progressif, il croît proportionnellement plus que le revenu. Une baisse forfaitaire uniforme est mécaniquement beaucoup plus forte pour les hauts revenus que pour les plus faibles.

L'impôt sur le revenu, parce qu'il est progressif et pas proportionnel met en œuvre, par essence, les principes fondamentaux de la justice fiscale.

Ainsi que le montre le tableau au verso, le bénéfice pour les ménages les plus riches, « pour la France d'en haut », est considérable. Il est minime pour la grande majorité des salariés et retraités ; et, par définition, il est nul pour les 50% des ménages qui n'acquittent pas l'impôt sur le revenu, qui sont aussi les plus pauvres : les salariés précaires, les familles monoparentales.

Les autres impôts acquittés par les ménages sont beaucoup plus inégalitaires

Le gouvernement a choisi de faire porter la baisse uniquement sur l'impôt sur le revenu, le seul qui augmente en même temps que le revenu.

Il ne fait rien pour les impôts indirects, dont le montant est beaucoup plus important : en 2000, l'impôt sur le revenu a rapporté 49,2 Mds € (323 Mds F) tandis que la TVA rapportait plus du double (103,4 Mds € soit 678 Mds F), la taxe intérieure sur les produits pétroliers (impôt sur l'essence) 24,1 Mds € et la redevance télé 2,1 Mds €.

Or, ces impôts sont des impôts sur la consommation. Donc tous les consommateurs les payent au même taux. Les ménages les plus riches, qui épargnent beaucoup plus que les autres payent proportionnellement moins d'impôts. Drôle de justice fiscale !

Oui, mais il y a la prime pour l'emploi ?

La prime pour l'emploi sera maintenue, a annoncé le gouvernement. Certes, pour les ménages percevant des revenus au voisinage du SMIC (jusqu'à 1,4 SMIC), c'est toujours bon à prendre. Sa logique est pourtant extrêmement dangereuse.

Elle correspond à ce que les économistes nomment l'impôt négatif. Elle apporte un complément de revenu aux ménages à très faible revenu, notamment les salariés à mi-temps payés au SMIC. Elle incite ainsi les entreprises à verser de très bas salaires, ce qui est encouragé par ailleurs par les exonérations de cotisations sociales. C'est ce qu'on appelle les trappes à bas salaires.

Les propositions alternatives de nos 2 fédérations

Pour nos deux fédérations, les orientations budgétaires constituent une impasse.

Le matraquage médiatique sur la baisse des impôts, qui en l'occurrence ne profitera qu'aux plus riches, fait d'abord l'impasse sur les besoins en termes de services publics de notre pays. On parle à juste titre de la gravité de la situation de l'hôpital public. Mais pour faire face à cette situation, il faut des créations d'emplois, et il faut des investissements. Et il en est de même dans les autres services publics. Les principaux bénéficiaires des baisses pourront, en ce qui les concerne, s'adresser au privé. Ce n'est pas le cas de tout le monde et plus particulièrement pour les 50 % de ménages non imposables.

La fiscalité est répartie de manière particulièrement inégalitaire. Pour nos fédérations, il faut une réforme ambitieuse de la fiscalité.

Nos propositions, dans ce domaine, s'articulent autour du principe de rééquilibrage entre la contribution des ménages et celle des entreprises : une moindre imposition des revenus du travail, une plus grande contribution des revenus du capital.

Nous nous prononçons, par ailleurs, pour une diminution significative des impôts indirects, notamment de la Taxe sur la Valeur Ajoutée par une baisse de ses taux.

Il faut également engager, dans le même esprit, une réforme des politiques menées en matière de fiscalité locale (taxe d'habitation, taxe foncière et taxe professionnelle).

2- Prélèvements obligatoires et fiscalité : la direction prise n'est pas bonne !

Par CGT-Finances

Réunie les 12 et 13 septembre dernier, la commission exécutive de la Fédération des Finances CGT a débattu des enjeux de fiscalité.



attac

Nous publions une partie des contributions aux débats.

" ...Alors que, l'Assemblée Nationale a voté, dans le cadre du dernier collectif budgétaire, une réduction de l'impôt sur le revenu à payer de 5 %, il est tout d'abord urgent de remettre en cause les présupposés de l'idéologie libérale sur la fiscalité. En effet, cette réduction d'impôt s'inscrit dans un contexte marqué par un certain consensus autour de l'idée que les prélèvements obligatoires sont trop élevés en France.

Quelle est la réalité française ? Le taux des prélèvements obligatoires est, en France, de l'ordre de 45 %.

Dans une première approche, il est juste de constater que nous sommes en présence d'un des taux les plus élevés des pays de l'OCDE puisque seuls les pays scandinaves ont des taux supérieurs pouvant dépasser les 50%. Toutefois, ce constat mérite d'être nuancé par la formulation des remarques suivantes :

Fruit des luttes et des rapports de forces, les cotisations pour financer les dépenses de santé ou pour la retraite, sont, dans un pays comme le nôtre, non seulement socialisées mais obligatoires et sont donc, à juste titre, comptabilisées comme des prélèvements obligatoires. Il n'en est pas de même dans d'autres pays membres de l'OCDE

Il existe donc des spécificités nationales du point de vue des modalités de financement des systèmes de protection sociale qui expliquent les différentiels constatés entre les niveaux de prélèvements obligatoires et qui faussent les possibilités et les pertinences des tentatives de comparaisons internationales.

L'existence de telles disparités dans les modes de financement met en évidence que les prélèvements obligatoires doivent en fait toujours être envisagés sous l'aspect de choix sociaux et politiques relatifs à l'organisation du lien social et de la cohésion sociale.

Les prélèvements obligatoires ont pour finalité première de dégager les ressources nécessaires au financement de politiques publiques qui doivent permettre à chaque citoyen de satisfaire leurs besoins fondamentaux (éducation, santé, culture, formation...).

Par ailleurs, à ceux qui affirment qu'un niveau trop élevé de prélèvements obligatoires serait nuisible à la croissance, il convient d'observer que, durant les "trente glorieuses" (1945/1975),

les taux supérieurs de l'impôt sur le revenu atteignaient des taux nettement supérieurs à 50% et que, de toute évidence, cela n'a guère constitué un obstacle au développement économique et social.

Enfin, rien ne démontre aujourd'hui une efficacité supérieure de la dépense privée sur la dépense publique. L'actualité récente l'a encore démontré avec le fiasco occasionné par la privatisation du chemin de fer britannique ou de l'électricité dans l'Etat de Californie.

Les propos tenus sur le niveau prétendument trop élevé des prélèvements obligatoires relèvent d'assertions générales et contestables, il est plus important de mener une réflexion sur la nature et le niveau des politiques publiques dont nous avons besoin et d'organiser le financement public de ces dernières sur la base d'une fiscalité plus juste.

Concernant plus particulièrement la réforme de l'impôt sur le revenu, ce dernier n'a cessé, ces dernières années, d'être attaqué par les différents gouvernements qui se sont succédés.

Ainsi, en juin 1996, le plan Juppé de réforme de l'impôt sur le revenu organisait la suppression de la décote, la diminution sur une période de 5 ans du taux maximum marginal d'imposition qui devait passer de 56,8 % à 47 %, une première baisse de 25 milliards de francs de l'impôt sur le revenu. La réforme ne fut pas poursuivie.

En septembre 2000, le plan Fabius était également très important puisqu'il organisait sur une période de 3 ans une baisse de l'impôt sur le revenu de 120 milliards de francs. Les taux marginaux d'imposition des différentes tranches du barème progressif étaient diminués, de 3,5 points pour les deuxième et troisième tranches ; de 2,5 points pour les quatrième et cinquième tranches ; de 1,5 points pour les sixième et septième tranches.

Les mesures adoptées dans le cadre du dernier collectif budgétaire d'été constituent donc une nouvelle étape qui devrait d'ailleurs être poursuivie dans le cadre de l'adoption du projet de loi de Finances 2003.

Ainsi, l'Assemblée Nationale a voté une baisse de 5 % de l'impôt sur le revenu à payer pour 2002 et devrait s'ajouter à cela une nouvelle diminution de 1 % au titre du projet de loi de finances 2003. Il convient ici de rappeler que le Président Chirac s'est engagé à diminuer l'impôt sur le revenu de 30 % entre 2002 et 2007. Il s'agit pour la



attac

nouvelle majorité de faire passer le taux supérieur de l'impôt sur le revenu sous la barre symbolique de 50 %.

Au niveau des coûts budgétaires, la baisse de 5 % de l'impôt sur le revenu représente une baisse des recettes fiscales de 2,6 milliards d'euros alors que la baisse de l'impôt sur le revenu au titre de 2003 de 1 % représentera une baisse de 500 millions d'euros.

Quelles sont les enjeux et les critiques de cette réforme de l'impôt sur le revenu ?

a/ Tout d'abord, nous assistons à une remise en cause de l'impôt progressif.

L'article 13 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen affirmait que "pour l'entretien de la force publique et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable, elle doit être également répartie entre tous les citoyens en raison de leurs facultés".

Le principe de l'impôt progressif était proclamé. Il s'agissait de mettre en œuvre un mécanisme fiscal où plus les revenus augmentent et plus les taux d'imposition marginaux sont élevés. Seul un impôt progressif permet la réduction des inégalités en organisant la redistribution des richesses produites et détenues. Alors que les inégalités de revenus et de patrimoines ne cessent de se creuser dans un pays comme le nôtre, c'est pourtant cet impôt progressif qui ne cesse d'être attaqué.

b/ Cette mesure fiscale est profondément inégalitaire et nous pouvons dire qu'elle sert les intérêts de la France d'en haut.

En effet, près d'un ménage sur deux ne payant pas l'impôt sur le revenu, ces derniers ne "bénéficieront" donc pas de cette baisse d'impôt. Seuls les ménages disposant de revenus suffisants afin de payer l'impôt sur le revenu "bénéficieront" de la baisse.

Par ailleurs, parce qu'elle organise une baisse de 5% du montant de l'impôt à payer, cette mesure fiscale va procurer un avantage d'autant plus important que les revenus imposables sont élevés.

Ainsi, un couple marié avec deux enfants disposant d'un revenu annuel de 153 000 euros (1million de francs) bénéficiera d'une réduction de 11 100 francs contre 177 francs (soit soixante trois fois moins) pour le même type de couple avec un revenu de 20 800 euros (137 000 francs)

(projections du journal Alternatives économiques de septembre 2002).

c/ Il est improbable qu'une telle mesure soit favorable à la croissance.

En effet, la baisse de l'impôt sur le revenu devrait bénéficier à des ménages qui ne consomment pas intégralement leurs revenus. Thomas Piketty, auteur du livre "Les Hauts Revenus en France au XXème siècle/Inégalité et redistribution" indiquait ainsi que "70 % des recettes de l'impôt sur le revenu proviennent des foyers les plus aisés, ceux pour qui le taux d'épargne est le plus élevé. Si on rajoute à ces contribuables, un franc de revenu à la marge, ils ont tendance à en épargner une fraction extrêmement importante. Il n'y a donc pas d'effet pour la relance de la consommation". Il ajoutait "...il serait plus efficace de baisser les prélèvements pesant plus lourdement sur les revenus moyens et modestes, à commencer par la Taxe sur la Valeur Ajoutée".

Que devons nous proposer ?

1/ Tout d'abord, il est fondamental de réhabiliter l'impôt sur le revenu en tant qu'impôt progressif qui tend à réduire les inégalités en organisant la redistribution des richesses (il convient ici de rappeler que 1% de la population détient aujourd'hui 20% du patrimoine et que 10 % de cette même population détient plus de 50 % du patrimoine).

2/ Il faut continuer à développer nos propositions de réforme fiscale. Pour ce qui concerne l'impôt sur le revenu, il s'agit notamment :

- De modifier l'assiette de cet impôt encore composé pour l'essentiel (environ 80 % de l'assiette) par les revenus du travail : traitements, salaires, pensions.

- D'imposer moins le facteur travail et plus le facteur capital. Nous devons réaffirmer la nécessité d'imposer les revenus du capital, de l'épargne dans le cadre du barème progressif de l'impôt sur le revenu.

- Cela passe par l'abrogation de la technique du prélèvement libératoire. Il faut aussi mettre fin à la technique de l'avoir fiscal dont le coût budgétaire a été évalué par la loi de Finances 2000 à 14 milliards de francs.

- Enfin, il est temps aujourd'hui de remettre à plat les multiples exonérations et abattements existants et de réexaminer la mécanique inégalitaire du quotient familial.



attac

Il nous faut mener campagne auprès des contribuables, avec les personnels du Ministère, afin de réhabiliter l'impôt dans ses différentes finalités, parmi lesquelles le financement de politiques publiques indispensables à la construction du lien social et de la cohésion sociale par la satisfaction des besoins fondamentaux des citoyens, de même que la lutte contre les inégalités par la redistribution des richesses ne sont pas des moindres".

## Septembre : lancement du Porto Alegre belge

Par Arnaud Zacharie

La logique du 21 septembre est la même que celle de Porto Alegre : rassembler, dans des ateliers et des séminaires thématiques les mouvements sociaux et citoyens, mais aussi les universitaires, les artistes, les journalistes et, surtout, les citoyens de tous horizons, afin de débattre d'alternatives pour un monde centré sur la satisfaction universelle des droits fondamentaux. Les élus sont évidemment les bienvenus, mais uniquement comme participants, pas comme orateurs principaux (osons espérer que Guy Verhofstadt comprendra cette fois la nuance).

L'avant-midi, une vingtaine d'ateliers inviteront au débat sur diverses problématiques allant de la spéculation financière au droit d'asile, de la militarisation à la Convention européenne ou encore du chômage à la démocratie participative. L'après-midi, dans la foulée d'une session plénière offrant des clés pour comprendre les enjeux de la marchandisation du bien commun, sept séminaires analyseront les principaux secteurs menacés par ce processus (éducation, santé, culture, eau, logement, énergie et transport public). La journée se terminera par une assemblée plénière appelant à la constitution de Forums sociaux locaux, afin de jeter les fondations locales d'une dynamique qui se prolongera dès novembre à Florence, à l'occasion du premier Forum social européen.

La Belgique parmi les pionniers

L'idée d'organiser des Forums sociaux au niveau national et local est assez neuve. A côté d'une demi-douzaine d'autres pays, la Belgique fait partie des pionniers. L'idée provient d'un constat somme toute évident : organiser annuellement un Forum social mondial et supplanter dans l'esprit de l'opinion publique le Forum de Davos, réunissant chaque année les élites économiques et politiques internationales, n'est en rien

suffisant. Si cette première étape est indispensable, afin de créer un cadre de convergences mondiales et d'offrir des alternatives crédibles et démocratiques à la pensée unique néolibérale, la phase de « démystification globale » doit nécessairement déboucher sur des synergies et des mobilisations continentales, nationales et locales, plus proches des citoyens.

C'est là le fruit de la culture intergouvernementale qui est à la base du processus de mondialisation néolibérale : il n'existe pas de gouvernement européen proprement dit et encore moins de gouvernement mondial pour encadrer démocratiquement ce processus. Imposer de nouvelles règles et, par conséquent, une nouvelle logique institutionnelle internationale n'est donc pas une mince affaire. Cela équivaut à modifier la trajectoire d'un avion sans véritable pilote. Un avion dont le plan de vol a été défini par toute une série de copilotes défendant chacun des intérêts particuliers, parfois contradictoires. Il est donc nécessaire de persuader la grande majorité des copilotes, c'est-à-dire des gouvernements, qu'ils doivent, dans l'intérêt des passagers, c'est-à-dire des citoyens, revoir leur plan et leur logique.

L'ampleur d'une telle tâche impose évidemment la constitution d'importantes racines citoyennes dans chacun des pays, afin de pouvoir s'adapter aux spécificités locales tout en agissant dans le cadre global du Forum social mondial. Il n'est par exemple pas difficile de comprendre que les organisateurs du premier Forum social ivoirien, qui se tiendra à Abidjan le 14 septembre, auront une tâche et des priorités différentes de celles qui seront retenues par les promoteurs du Forum social de Belgique. La situation économique, sociale, politique, culturelle et environnementale des deux pays n'est évidemment pas similaire. Ce qui impose des analyses, des alternatives et des stratégies de mobilisation adaptées aux réalités locales. Mais les deux Forums s'inscriront dans la même logique de « réappropriation », par les citoyens, de l'avenir de leur monde, et poursuivront le même objectif de satisfaction universelle et durable des besoins, des libertés et des droits fondamentaux.

Une nouvelle étape du mouvement altermondialiste

Cette dynamique de Forums sociaux décentralisés constitue une nouvelle étape du mouvement altermondialiste qui, bien qu'on ait tendance à l'oublier, est encore très jeune. Cette dynamique a débuté par la mise en réseaux et la mobilisation





attac

de mouvements du monde entier autour de projets ponctuels préparés jusque-là fort discrètement au sein d'organisations internationales : l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) au siège de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) à Paris, le round du millénaire de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) à Seattle, les politiques d'ajustement structurel du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM) à Washington et à Prague, etc.

Le mouvement altermondialiste a ensuite ciblé les centres du pouvoir mondial qui « instrumentalisent » ces organisations internationales en leur confiant comme mission essentielle la garantie et le développement du « droit d'investir librement » : les réunions du G7 à Cologne, à Okinawa et à Gênes, le sommet intergouvernemental des Amériques au Québec, les conférences intergouvernementales de l'Union européenne à Nice, Göteborg, Bruxelles, Barcelone et Séville ou encore le Forum de Davos. Le mouvement altermondialiste a enfin organisé des sommets alternatifs et une multitude d'ateliers de réflexion, afin de permettre à des représentants d'organisations des quatre coins du monde de dégager des alternatives concrètes et consensuelles : le Sommet social alternatif de Genève (juin 2000), le Sommet panafricain de Dakar (décembre 2000), le Congrès européen citoyen de Liège (septembre 2001) et, évidemment, le Forum social mondial de Porto Alegre (janvier 2001 et 2002).

Ces différentes étapes ont permis de transcender les clivages traditionnels et de rassembler des milliers d'organisations autour de problèmes concrets et d'alternatives réalistes pour une autre mondialisation, où les droits humains, sociaux, économiques, culturels et environnementaux auront la primauté sur le droit d'investir librement. Mais ce processus a surtout permis de persuader un nombre considérable de citoyens qu'un autre monde est possible, et de construire les prémices d'un contre-pouvoir pluraliste au niveau international. Pour la première fois depuis son avènement, le pilote présumé de l'avion de la mondialisation néolibérale se sent contesté dans son plan de vol. On en a pour preuves les récentes propositions (poliment refusées) de « collaboration rémunérée » faites par la Banque mondiale à certaines organisations du Comité international du Forum social mondial, ou encore les débats houleux en cours depuis quelques mois au sein des administrations du FMI et de l'OMC. Les convergences et le rapport de force en faveur d'une autre mondialisation ne cessent de se développer, non seulement parce que le nombre d'adhérents est en croissance continue dans des

associations comme Greenpeace ou Attac, mais aussi parce que des voix et des organisations de plus en plus influentes renforcent régulièrement les arguments du mouvement et les alternatives qu'il met en avant (la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, l'Organisation internationale du travail, le prix Nobel d'économie 2001 et ex-vice président de la Banque mondiale Joseph Stiglitz, etc.).

#### Cibler les copilotes

Désormais, et c'est là le but majeur du Forum social de Belgique et du Forum social européen, il est temps de cibler avec précision chacun des copilotes en approfondissant les convergences de manière décentralisée et en rendant le rapport de force plus favorable, en consolidant les alliances entre organisations (il est à ce sujet réjouissant de noter que la FGTB et la CSC au niveau belge et la Confédération européenne des syndicats au niveau européen sont de plain-pied dans l'organisation des Forums sociaux) et en permettant à un nombre de plus en plus grand de citoyens de participer directement au mouvement à proximité de chez eux.

En Belgique, certains journalistes ont diagnostiqué cet été un « essoufflement » du mouvement altermondialiste (alors que pas moins de 500.000 personnes ont participé aux deux dernières manifestations altermondialistes à Barcelone et à Séville !), tablant sur l'absence de réels changements politiques. C'est là mal comprendre la tâche que ce mouvement s'est fixée. Placer un pilote et imposer un nouveau plan de vol à un avion aussi gigantesque n'est pas chose aisée. Cela implique un profond changement des mentalités et des priorités politiques à tous les échelons géographiques.

Certes, ce profond changement pourrait s'accélérer suite à des catastrophes économiques et écologiques majeures. Mais on le voit avec l'attitude des Etats-Unis envers le protocole de Kyoto ou la Cour pénale internationale, avec les lois que promulgue Berlusconi pour se mettre hors d'atteinte de la justice, avec le droit de veto que possède chaque pays européen pour refuser l'application d'une taxe sur les transactions financières ou la constitution d'une Europe sociale, avec le succès grandissant des discours populistes et nationalistes : les démocraties représentatives nationales atteignent leurs limites et les écueils sur la voie d'une autre mondialisation sont nombreux et puissants.

Si elle a lieu, l'émergence de cette autre mondialisation ne se fera ni en un jour, ni sans



attac

que la majorité des citoyens du monde ne participent à sa mise en œuvre. L'histoire des changements de société nous a d'ailleurs appris que ces deux conditions étaient les meilleurs remparts contre les chaos sociaux, les dictatures et les totalitarismes en tous genres.

Arnaud Zacharie Porte-parole d'ATTAC-Belgique, chercheur au Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde (CADTM), membre du comité de liaison du Forum social de Belgique ([www.wsf.be](http://www.wsf.be)).

Contact pour cet article [belgium@attac.org](mailto:belgium@attac.org)

## Assemblée des migrations

Par Tavolo Migranti dei Social Forum  
Traduction.

L'année dernière, pendant les journées de contestation du G-8 de Gênes, il s'est passé quelque chose d'important dans l'histoire du mouvement global qui a contribué à son développement depuis les initiatives de Seattle 1999 contre le OMC. En effet, pour la première fois, les questions sur les migrations et les revendications des migrants ne se retrouvaient plus dans une position marginale dans les programmes du mouvement: la manifestation du 19 juillet les situaient plutôt au centre de l'agenda politique, et les désignaient comme éléments stratégiques pour l'avenir du mouvement.

Depuis de nouveaux développements se sont succédés. Au niveau global le mouvement a accordé une attention croissante aux thèmes des migrations: on a commencé à mettre en discussion une vision négative des mouvements migratoires qui les placent parmi les calamités produites par la globalisation néolibérale, commençant au contraire à saisir leur richesse subjective. En Italie la manifestation du 19 juillet 2001 à Gênes est devenu une référence constante au sein de la lutte contre la nouvelle loi sur l'immigration proposée par le gouvernement de droite. Cette loi raciste ( la loi Bossi-fini) a été approuvée par la parlement, mais le bilan de cette année n'est pas totalement négatif: en premier lieu nous avons enregistré une participation croissante et un nouveau protagonisme des migrants, qui a pu s'exprimer au cours de la première grève générale des travailleurs migrants qui a eu lieu à Vicenza le 15 mai 2002.; mais encore, au sein du mouvement le débat politique sur les migrations a pris de l'ampleur. La Table migrants des forums sociaux, qui s'est constituée après les manifestations de Gênes, est aujourd'hui une réalité solide qui se prépare à lancer une

grande campagne de boycottage de la loi Bossi-fini.

Néanmoins, il nous semble évident que les conditionnements exercés par les politiques et les différentes législations nationales des pays membres de l'UE au sein de l'Europe requièrent des initiatives transnationales. La conquête d'une dimension européenne est un objectif urgent pour tous les mouvements qui travaillent sur les thèmes des migrations. "Lutte contre l'immigration illégale", militarisation des frontières de l'Union Européenne, conditionnement de la politique étrangère et de la coopération avec les pays "tiers" dans la répression des flux migratoires, réduction des migrants à une main-oeuvre précarisée privée de ses droits: voici les priorités décidées par les gouvernements à Tampere, à Séville et à Laeken. Mais ce ne sont pas les nôtres.

Le forum social européen, qui aura lieu début novembre à Florence, peut devenir une occasion extraordinaire et nous voulons faire de notre mieux pour la saisir. Nous proposons ainsi à tous les réseaux et aux différentes groupes qui travaillent avec les migrantes et les migrants d'organiser une grande assemblée le jour de l'inauguration de forum. Au cour de cette assemblée nous pourrons programmer ensemble des campagnes et des initiatives communes contre l'approche sécuritaire des politiques européennes, pour une idée de citoyenneté politique, civile et sociale sans exclusion, pour un respect intégral du droit d'asile. Nous croyons que les mouvements des migrants puissent contribuer au débat sur la construction d'une Europe des mouvements, et mettre en discussion la possibilité que celle-ci se limite aux frontières de l'Europe de Schengen, sans ouverture vers l'est et vers le sud. Nous espérons pouvoir compter sur votre participation.

Notre amitié à tous et à toutes

La Table migrants des forums sociaux italiens  
Pour les adhésions: [mezzadra@spbo.unibo.it](mailto:mezzadra@spbo.unibo.it) - [naletto.lunaria@tin.it](mailto:naletto.lunaria@tin.it)

Plus d'informations.

FORUM SOCIAL EUROPEEN  
Florence du 06 au 10 novembre  
[www.fse-esf.org](http://www.fse-esf.org)  
Inscription (avec réservation hébergement)  
[http://www.fse-esf.org/forms/register\\_attendant.php](http://www.fse-esf.org/forms/register_attendant.php)  
Réservation hôtel (avec le code d'inscription au FSE)



attac

[http://www.fse-esf.org/forms/book\\_others.php](http://www.fse-esf.org/forms/book_others.php)

Forums publics autour des ateliers du FSE

<http://www.fse-esf.org/phpBB2/>

### **Vous avez rendez-vous avec ATTAC**

Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur <http://attac.org/indexfr> puis de choisir « ATTAC dans le Monde » « Rendez-vous avec ATTAC » pour en obtenir les détails.

-- Vendredi 27

DANMARK : Kobenhavn

FRANCE: Salon de Provence

-- Samedi 28

DANMARK: Esbjerg

FRANCE: Marseille - Egletons - Loos en Gohelle - Agen - Brest

-- Dimanche 29

FRANCE: Merlieux Fouquierolles - Ferte sous jouarre - Marseille - Loos en Gohelle - Brest

-- Lundi 30

AUSTRIA : Wien

DANMARK: Aalborg

FRANCE: Rouen - Martigues - Arras – Brest

-- Mardi 01

AUSTRIA: Wasagasse

DANMARK: Esbjerg

NORGE: Bergen

SUISSE SCHWEIZ: Lausanne

(\*) [coordinat@attac.org](mailto:coordinat@attac.org) est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.